

Nous ferons à l'avenir des efforts constants pour réconcilier les intérêts canadiens avec ceux des pays en voie de développement. A mon avis, le champ couvert par cette réconciliation est beaucoup plus vaste que nous ne le croyons habituellement; mais l'étendue de notre réussite dépendra de la coopération des pays en voie de développement, de leur flexibilité, de leur volonté à négocier des mesures de transition -- à s'engager en somme, jusqu'à un certain point, dans la planification du développement en collaboration avec les pays industrialisés comme le Canada.

Comme on le dit dans le document: "Cette orientation vers l'utilisation des instruments autres que l'aide va dans le sens d'une transformation globale qui ne sera achevée que dans plusieurs années. La recherche et l'exploration constitueront nécessairement les premiers pas de ce qu'on pourrait appeler "une approche multidimensionnelle", du fait qu'il faut évaluer avec soin l'incidence de toutes les initiatives sur l'économie canadienne et prévoir des mesures compensatoires s'il y a lieu. Des recommandations précises au niveau des politiques découleront de ces premières étapes."

En fait, le Gouvernement a déjà dépassé l'étape de l'exploration. A la suite des premiers travaux entrepris par le Comité interministériel sur les relations économiques avec les pays en voie de développement, créé à la fin de 1974, nous avons tracé certaines dispositions qui, si elles semblaient acceptables aux autres pays, donneraient corps à notre nouvelle approche multidimensionnelle au développement international. J'élaborerai sur ce point demain, à New York, à l'occasion de mon allocution devant la septième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'autre thème que l'on retrouve dans la nouvelle stratégie, la flexibilité, est un corollaire du premier, et une réponse nécessaire aux récents changements de la structure économique mondiale. L'un des paradoxes de notre époque est que, alors même que les pays en voie de développement ont réussi à maintenir, dans les dernières années, une solidarité politique accrue à l'intérieur des institutions internationales, les aléas de l'économie mondiale ont révélé, d'une manière parfois aveuglante, des écarts et des différences matérielles importantes entre eux. Certains pays en voie de développement sont immensément riches en ressources naturelles; d'autres en sont presque complètement dépourvus. Certains possèdent un potentiel agricole considérable, ou sont ouverts sur la mer et tout son potentiel maritime, tandis que d'autres pays n'ont aucun littoral ou ne possèdent que des sols arides. Le climat, la topographie, la culture, les traditions politiques, l'analphabétisme, la santé publique, la technologie, le capital d'investissement, l'ensemble des ressources, autant de facteurs qui rendent les permutations de